

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2004-2005

---

2 SEPTEMBRE 2005

---

**Proposition de loi modifiant la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police en vue, d'une part, d'instaurer l'arrestation administrative des toxicomanes en certaines circonstances et, d'autre part, de mettre en place une synergie entre les fonctionnaires de police et les CPAS dans le but d'endiguer la mendicité et le vagabondage sur la voie publique en assurant une meilleure accessibilité à l'aide sociale**

(Déposée par Mme Christine Defraigne et consorts)

---

## DÉVELOPPEMENTS

---

La réforme des polices a certes amélioré la sécurité de nos concitoyens. Cependant, il existe toujours un sentiment d'insécurité dans les grandes villes. C'est un problème récurrent qui prend de plus en plus d'ampleur.

Ainsi, une étude récente sur la qualité de la vie menée dans 31 villes européennes par la direction de la politique régionale de la Commission européenne place Liège en tête en ce qui concerne ce sentiment d'insécurité. Les chiffres sont édifiants: 18% des Liégeois se sentent en sécurité dans leur ville, 45% parfois et 37% rarement ou jamais. Conclusions du journaliste relatant ces chiffres: «82% des Liégeois ont la trouille!» (1).

Quelles sont les origines de ce sentiment d'insécurité?

---

(1) *Sud Presse*, 23 février 2005.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2004-2005

---

2 SEPTEMBER 2005

---

**Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt teneinde enerzijds de bestuurlijke aanhouding van drugsgebruikers in sommige omstandigheden mogelijk te maken, en anderzijds een samenwerkingsverband in te stellen tussen de politieambtenaren en de OCMW's met het oog op een beteugeling van de bedelarij en de landloperij op de openbare weg dank zij een betere toegang tot maatschappelijke hulpverlening**

(Ingediend door mevrouw Christine Defraigne c.s.)

---

## TOELICHTING

---

De politiehervorming heeft de veiligheid van onze medeburgers ongetwijfeld vergroot. Toch heerst in grote steden nog steeds een onveiligheidsgevoel. Het is een steeds terugkerend probleem dat alsmaar grotere proporties aanneemt.

In een recente studie van het Directoraat-generaal Regionaal Beleid over de levenskwaliteit in 31 Europese steden prijkt Luik op de eerste plaats wat betreft het onveiligheidsgevoel. De cijfers spreken voor zich: 18% van de Luikenars voelen zich altijd veilig in hun stad, 45% soms en 37% zelden of nooit. Besluit van de journalist die deze cijfers aanhaalt: «82% van de Luikenars leeft in angst!» (1).

Wat zijn de oorzaken van dat onveiligheidsgevoel?

---

(1) *Sud Presse*, 23 februari 2005.

La cité ardente est touchée par un fléau qui se répand dans d'autres grandes villes: la toxicomanie. Les faits divers dans les journaux locaux à ce sujet sont nombreux: menace à l'aide d'une seringue (1), personne sous l'emprise de la drogue qui jonchent les trottoirs ou squattent les parkings. Combien de riverains n'osent plus se rendre dans certaines rues, voire certains quartiers, de jour comme de nuit, de crainte de se trouver nez à nez avec une personne en train de se piquer, ou de se faire agresser verbalement ou physiquement.

Le sentiment d'insécurité est également généré par le harcèlement constant pratiqué par les mendiants et vagabonds, qui sont souvent, par ailleurs, également toxicomanes. Les commerçants liégeois se plaignent «*des marginaux, des clochards et autres SDF, qui font fuir la clientèle et induisent un sentiment d'insécurité en ville*» (2). Il est courant, en effet, qu'à certains endroits de cette ville (place Cathédrale, piétonnier du Vinâve d'Ile, gare, etc.) ces personnes accostent de manière inopportune ou intempestive les passants qui réfléchiront à deux fois avant d'y revenir. C'est ainsi que l'échevin du Commerce de la ville de Liège n'a pas hésité à tenir ces propos: «*la suppression de la loi sur le vagabondage a été une erreur historique. Aujourd'hui nous ne disposons plus d'instruments pour prendre ces personnes en charge, malgré elles et pour leur bien*» (3).

Afin de mettre fin à cette situation préoccupante, la présente proposition de loi donne la possibilité aux fonctionnaires de police d'arrêter administrativement les toxicomanes qui perturbent l'ordre public. Actuellement, ils ne disposent pas de cet outil. Ce vide juridique a été vivement décrié par certains commissaires en chef de grandes villes.

En effet, si notre arsenal législatif possède un arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse qui permet aux forces de l'ordre d'écrouer, pendant deux heures au moins et douze heures au plus, quiconque est trouvé en état d'ivresse sur la voie publique et qui «*occasionne du désordre, du scandale ou du danger pour autrui ou pour lui-même*», une telle disposition n'existe pas pour les personnes trouvées dans les mêmes conditions sous l'emprise de la drogue. Pourtant les temps évoluent. À côté des personnes ivres sur la voie publique, nous trouvons aujourd'hui bien plus souvent des personnes sous l'influence néfaste de la drogue.

(1) *Le Soir*, «Toxicomane menaçant», 22 novembre 2004.

(2) Compte-rendu d'un souper-débat organisé par le Commerce Liégeois et son président, M. Gaston Deckers, à l'hôtel Mercure auquel a participé l'échevin du Commerce, *La Meuse*, «vagabondage: supprimer la loi fut une erreur».

(3) *Ibidem*.

De *cité ardente* heeft te kampen met een plaag die ook andere grote steden aantast: het drugsgebruik. Plaatselijke kranten staan vol van berichten over bedreigingen met een injectie-naald (1), drugsverslaafden die op de stoepen liggen of die parkings bezetten. Vele bewoners durven zowel 's nachts als overdag niet langer in sommige straten of wijken komen, uit angst om een spuiter tegen het lijf te lopen of om verbaal of fysiek aangevallen te worden.

Het onveiligheidsgevoel komt ook voort uit het opdringerige gedrag van bedelaars en landlopers, die trouwens vaak ook drugsverslaafden zijn. Luikse handelaars klagen over «*marginalen, clochards en andere daklozen die de klanten weggagen en een onveiligheidsgevoel in de stad creëren*» (2). Het gebeurt immers vaak dat op sommige plaatsen in de stad (place Cathédrale, wandelstraat Vinâve d'Ile, station, enz.), deze personen op een hinderlijke of ongepaste manier voorbijgangers aanklampen, die twee maal zullen nadenken alvorens op die plaats terug te komen. De schepen van handel van de stad Luik heeft dan ook volmondig verklaard dat «*de afschaffing van de wet op de landloperij een historische vergissing geweest is. Vandaag beschikken wij over geen enkel instrument meer om deze personen tegen hun wil, maar om hun bestwil op te vangen*» (3).

Om een einde te maken aan deze verontrustende toestand, wil dit wetsvoorstel politieambtenaren in staat stellen om drugsgebruikers die de openbare orde verstoren, administratief aan te houden. Momenteel is dat niet mogelijk. Deze juridische leemte wordt sterk aangeklaagd door sommige hoofdcommissarissen van grote steden.

Hoewel ons juridisch arsenaal beschikt over een besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap, die de ordediensten in staat stelt om gedurende ten minste twee en ten hoogste twaalf uur eenieder opsluiten die «*wanorde, schandaal, of voor een ander of voor hem zelf gevaar veroorzaakt*», bestaat een dergelijke bepaling niet voor personen die in dezelfde omstandigheden onder invloed van drugs worden aangetroffen. De tijden veranderen nochtans. Naast dronken personen vindt men nu nog veel vaker drugsverslaafden op de openbare weg.

(1) *Le Soir*, «Toxicomane menaçant», 22 novembre 2004.

(2) Verslag van een souper-debat georganiseerd door de *Commercé Liégeois* en zijn voorzitter, de heer Gaston Deckers, in hotel Mercure, waaraan de schepen van handel heeft deelgenomen, *La Meuse*, «Vagabondage: supprimer la loi fut une erreur».

(3) *Ibidem*.

Il est également impossible de recourir, lorsque cela s'avère nécessaire, à une arrestation administrative d'une personne sous l'influence de la drogue sur base de l'article 31 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police dont la mise en application requiert l'absolue nécessité, ce qui prive la police de pratiquement toute marge de manœuvre.

Il est donc proposé d'introduire un nouvel alinéa dans cet article 31 qui permettra aux fonctionnaires de police d'arrêter administrativement, avec une certaine marge d'appréciation quant au degré de nécessité, une personne trouvée sous l'emprise de la drogue sur la voie publique et occasionnant du désordre, du scandale ou du danger pour autrui ou pour elle-même.

Cette nouvelle mesure dont disposeront les services de police est d'autant plus justifiée que les villes font des efforts pour mettre en place des plans drogues. Le plan drogue de la ville de Liège, par exemple, qui devrait bientôt être d'application comprend un volet « action thérapeutique et action sociale » prévoyant le renforcement des moyens d'accueil des toxicomanes, l'ouverture d'une salle de consommation et la délivrance contrôlée d'héroïne. Il est dès lors inacceptable que les toxicomanes se droguent en rue devant nos enfants ou le passant ayant droit à sa tranquillité.

Avant que l'intéressé ne soit amené dans les locaux de la police, il sera examiné par un centre hospitalier afin de s'assurer que sa santé n'est pas en danger ou qu'elle ne le sera pas durant son arrestation administrative. Contrairement à l'arrêté-loi sur la répression de l'ivresse, la prise en charge médicale est systématique car les risques liés à la prise de drogue sont beaucoup plus nombreux et graves et, par ailleurs, moins appréhendables par des personnes n'ayant pas de bases médicales, que ceux liés à l'ivresse.

Les fonctionnaires de police profiteront de cette intervention sécuritaire pour établir le lien entre l'intéressé et le Centre public d'action sociale, qui pourra lui venir en aide, comme par exemple, l'inciter à prendre rendez-vous dans un centre de guidance.

À côté de ce volet répressif visant exclusivement les toxicomanes, la proposition de loi met en place une synergie entre les services de police et les CPAS ayant pour but d'endiguer la mendicité et le vagabondage.

Le phénomène recrudescant de la mendicité et du vagabondage est un véritable problème. On ne peut le nier. Comment s'enorgueillir d'avoir une des meilleures sécurités sociales au monde alors qu'à chaque coin de rues de nos villes des personnes vivent dans des conditions en-deçà de la dignité humaine. Particulièrement lors des périodes de grands froids, nous sommes tous les jours confrontés à la réalité de la

Ook is het onmogelijk om, wanneer dat nodig blijkt, een druggebruiker administratief aan te houden op grond van artikel 31 van de wet van 5 augustus 1992 op het politiebureau, waarvan de toepassing een toestand van volstrekte noodzaak vereist, wat de politie in de praktijk alle speelruimte ontnemt.

Er wordt dus voorgesteld in dat artikel 31 een nieuw lid in te voegen dat politieambtenaren een zekere ruimte overlaat om de noodzaak van een optreden in te schatten, en hen toestaat om personen onder invloed van drugs die zich op de openbare weg bevinden en er wanorde, schandaal, of voor een ander of voor henzelf gevaar veroorzaken, administratief aan te houden.

Deze nieuwe maatregel waarover de politiediensten zullen beschikken, is des te meer gerechtvaardigd daar de steden inspanningen leveren om drugsplannen op te stellen. Het drugsplan van de stad Luik, bijvoorbeeld, dat weldra uitgevoerd zal worden, bevat een onderdeel « therapeutische en sociale actie » dat de opvangmogelijkheden voor drugsverslaafden uitbreidt, een gebruikerszaal opent en een gecontroleerde bedeling van heroïne invoert. Het is dan ook onaanvaardbaar dat personen nog op straat drugs verbruiken voor het oog van onze kinderen of van voorbijgangers die het recht hebben om met rust gelaten te worden.

Vooraleer de betrokkene naar het politiebureau gebracht wordt, zal hij worden onderzocht in een ziekenhuis om na te gaan of zijn gezondheid niet in gevaar is of zal zijn gedurende de tijd van zijn administratieve aanhouding. In tegenstelling tot de besluitwet betreffende de beteugeling van de dronkenschap, gebeurt de medische opvang systematisch, omdat de risico's van drugsgebruik in vergelijking met dronkenschap veel talrijker en ernstiger zijn, en bovendien moeilijker in te schatten voor personen zonder medische opleiding.

Politieambtenaren zullen van hun optreden gebruik maken om de betrokkene in contact te brengen met een Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn, die hem zal kunnen helpen en bijvoorbeeld aansporen om een afspraak te maken met een begeleidingscentrum.

Naast dit repressieve deel, dat uitsluitend druggebruikers betreft, stelt het wetsvoorstel een samenwerkingsverband in tussen de politiediensten en de OCMW's om de bedelarij en de landloperij in te perken.

De heropflakking van de bedelarij en de landloperij is een reëel probleem. Men kan er niet naast kijken. Hoe kan men trots verklaren dat ons land een van de beste socialezekerheidsstelsels ter wereld heeft, terwijl op iedere straathoek personen in mensonterende omstandigheden leven? Vooral in periodes van intense koude worden wij iedere dag geconfronteerd met de diepste ellende. In de pers verschijnen dan

misère humaine la plus noire. La presse relate l'histoire de personnes qui mendient dans le vent glacial, qui attendent la soupe populaire dans les gares ou cherchent désespérément, le soir venu, un abri pour se réfugier. Comme l'indiquait Maître Jacques Fierens, «*Il est regrettable que des personnes soient encore acculées à la mendicité et le droit de mendier ne saurait être qu'un pis-aller (...)*» (1).

Se pose la question de savoir quelle mesure permettrait d'endiguer la mendicité et le vagabondage.

Historiquement, la Belgique sort, en cette problématique, d'une répression à tous crins. Il a fallu attendre la loi du 12 janvier 1993 contenant un programme d'urgence pour une société plus solidaire pour que soient abrogés, d'une part, les articles du Code pénal incriminant la mendicité dite qualifiée (2) et, d'autre part, la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité. Rappelons que cette dernière loi prévoyait des mesures «*administratives*» d'enfermement dans des dépôts de mendicité qui n'étaient autre chose que des prisons (3). Nous ne pouvons en être fiers.

Par ailleurs, conformément à l'esprit et à la lettre de la Convention européenne des droits de l'homme qui ne permet pas de privation de liberté pour cause de mendicité, il est inconcevable de réprimer la mendicité par des peines d'emprisonnement.

Dès lors, afin de mettre fin au sentiment d'insécurité présent dans toutes les grandes villes, de mettre fin au harcèlement dont les passants font l'objet et, dans le même temps, d'optimiser l'aide que peut apporter notre société aux plus démunis, l'auteur de la proposition de loi propose que les fonctionnaires de police s'assurent systématiquement que les personnes se livrant à la mendicité, se trouvant dans un état de vagabondage ou sous l'influence manifeste d'une drogue sur la voie publique sont en relation avec un CPAS. À cet effet, elles y seront conduites.

Grâce à cette mesure, toute personne se trouvant dans des difficultés telles qu'elle en est réduite à la mendicité ou au vagabondage sera mise en contact avec un CPAS qui lui octroiera l'aide sociale, ce qui lui permettra, conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la loi organique des centres publics d'action sociale, «*de mener une vie conforme à la dignité humaine.*».

(1) Fierens, J., observations sous Pol. Bruxelles, 27 janvier 2004, dans *J.T.*, 2004, p. 544.

(2) Faisaient l'objet d'une répression les mendiants qui auraient usé de menaces ou seraient entrés sans permission dans les propriétés, ceux, qui, en mendiant, auraient feint des plaies ou des infirmités, ou ceux qui auraient mendié en réunion, à moins que ce ne fût le mari et la femme, le père ou la mère et leurs jeunes enfants, l'aveugle ou l'invalidé et leur conducteur.

(3) Fierens, J., *op. cit.*

berichten over mensen die in de bijtende kou bedelen, die op de soepbedeling in stations wachten en 's avonds wanhopig op zoek gaan naar een schuilplaats. Zoals Meester Jacques Fierens opmerkte, is het «*betreurenswaardig dat personen nog moeten gaan bedelen en kan het recht om te bedelen slechts een lapmiddel zijn (...)*» (1).

Het is de vraag welke maatregel bedelarij en landloperij kan inperken.

Historisch gezien is België in deze aangelegenheid pas het stadium van de exclusief repressieve aanpak ontgroeid. Men heeft moeten wachten tot de wet van 12 januari 1993 houdende een noodprogramma voor een meer solidaire samenleving om enerzijds de artikelen van het Strafwetboek op te heffen die de zogenaamde gekwalificeerde bedelarij (2) strafbaar stellen, en anderzijds de wet van 27 november 1891 ter beteugeling van de landloperij en de bedelarij. Wij herinneren eraan dat laatstgenoemde wet maatregelen bevatte voor de «*bestuurlijke*» opsluiting in bedelaarsdepots, die eigenlijk gevangenisstraffen waren (3). Dat is niet iets om trots op te zijn.

Bovendien is het volgens de geest en de letter van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, dat geen vrijheidsberoving wegens bedelarij toestaat, ondenkbaar om bedelarij te bestraffen met gevangenisstraffen.

Om een einde te maken aan het onveiligheidsgevoel dat in alle grote steden heerst, aan het lastigvallen van voorbijgangers, en om terzelfder tijd de hulp die onze maatschappij aan de minst bedeelden kan bieden, zo goed mogelijk te organiseren, stelt de indienster van het wetsvoorstel voor dat de politieambtenaren er systematisch voor zorgen dat bedelaars, landlopers, of personen die op de openbare weg klaarblijkelijk onder invloed van drugs verkeren, in contact komen met een OCMW. Te dien einde worden zij er naartoe gebracht.

Dank zij deze maatregel zullen personen die dermate in moeilijkheden verkeren dat zij veroordeeld worden tot bedelarij of landloperij, in contact gebracht worden met een OCMW dat hen maatschappelijke hulp zal toekennen, zodat zij, in overeenstemming met artikel 1 van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, «*een leven kunnen leiden dat beantwoordt aan de menselijke waardigheid*».

(1) Fierens, J., opmerkingen onder Pol. Bruxelles, 27 januari 2004, in *J.T.*, 2004, blz. 544.

(2) Werden bestraft, de bedelaars die bedreigingen geuit hebben of die zonder toestemming eigendommen betreed hebben, of die al bedelend kwetsuren of misvormingen geveinsd hebben, of die in groep gebedeld hebben, behalve als zij man en vrouw zijn, of vader of moeder met kleine kinderen, of blind of invalide met een begeleider.

(3) Fierens, J., *op. cit.*

À ce sujet, il est intéressant de savoir que, dans le cadre de demandes de régularisation de la part de demandeurs d'asile déboutés, la jurisprudence considère que le refus ou la suppression de l'aide sociale est contraire à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme (1) car cette décision condamne « *l'intéressé à la mendicité, au travail clandestin, voire à la criminalité, ce qui constitue certainement une situation d'humiliation et d'avilissement contraire à la dignité humaine* » (2).

L'aide sociale qui est accordée par les CPAS peut prendre diverses formes. Conformément à l'article 57 § 1<sup>er</sup> dernier alinéa de la loi sur les CPAS, elle « *peut être matérielle, sociale, médicale médico-sociale ou psychologique* ». La synergie services de police/CPAS qui donnera plus facilement accès à cette aide aux personnes démunies ne peut être que bénéfique.

D'une part, certaines personnes en détresse ne savent pas qu'elles ont droit à l'aide sociale ou comment l'obtenir. Les CPAS, quant à eux, ne savent pas qu'une personne est dans le besoin si elle ne frappe pas à leur porte. C'est ainsi que la presse relatait dernièrement l'histoire d'un SDF (3) louant un studio à 225 euros par mois sans chauffage, ce qui le contraignait à devoir trouver un refuge lors des nuits froides. Si le CPAS avait connaissance de cette situation, il pourrait lui octroyer une aide sociale concrétisée par un chèque combustible. Cette personne ne serait plus à la rue.

D'autre part, on peut espérer que, par les contacts, la guidance, l'aide qu'ils recevront dorénavant régulièrement des travailleurs sociaux, ces personnes choisiront de faire autre chose de leur vie. Grâce à cette mesure, certains auront, en tout cas, une ouverture vers leur émancipation. Un premier pas sera fait contre la marginalisation, vers l'insertion dans notre société qui s'en sortira grandie.

On peut conclure que cette synergie promouvra la dignité humaine tout en conciliant le respect des droits de l'homme plutôt que de retomber dans une répression moyenâgeuse telle que celle mise en place par la loi sur le vagabondage.

Ajoutons encore que la ville de Namur a mis sur pied un système rejoignant la philosophie de la présente proposition de loi. Le plan zonal de sécurité

(1) L'article 3 de la CEDH stipule que « *Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants* ».

(2) C.T. Bruxelles, 8 juin 2000, *J. dr. jeun.*, 2000, liv. 197, p. 44. Dans le même sens : T.T. Bruxelles, 22 janvier 2002, *Rev. dr. étr.*, 2002, liv. 117, p. 106; T.T. Bruxelles, 24 décembre 2001, *J. dr. Jeun.*, 2002, liv. 212, p. 39.

(3) Libre Belgique, « *la nuit la plus froide. Surtout sans abri* », le 28 février 2005.

Wat dat betreft is het nuttig om te weten dat in het raam van de regularisatieaanvragen van geweigerde asielzoekers, de rechtspraak oordeelt dat het weigeren of het afschaffen van maatschappelijke hulp in tegenpraak is met artikel 3 van het Europees Verdrag van de Rechten van de Mens (1), omdat een dergelijke beslissing de betrokkene « *veroordeelt tot bedelarij, zwartwerken, zelfs criminaliteit, wat ontegensprekelijk een vernederende en mensonterende toestand is* » (2).

De maatschappelijke hulp die het OCMW verstrekt, kan verschillende vormen aannemen. Volgens artikel 57, § 1, laatste lid, van de OCMW-wet, kan zij materieel, sociaal, medisch, medisch-sociaal of psychologisch zijn. De samenwerking tussen politiediensten en OCMW's die hulpbehoevenden een betere toegang zal verlenen tot deze hulp, kan alleen maar gunstige gevolgen hebben.

Eenzijds weten sommige mensen in nood niet eens dat zij recht hebben op maatschappelijke hulp, of hoe zij die moeten krijgen. Ook weten de OCMW's niet wanneer een persoon hulpbehoevend is als zij niet bij hen aanklopt. Onlangs verscheen in de pers het verhaal van een dakloze (3) die voor 225 euro per maand een onverwarmde studio huurde, waardoor hij tijdens koude nachten een ander onderkomen moest zoeken. Als het OCMW dat geweten had, had het hem maatschappelijke hulp in de vorm van een brandstofcheque kunnen geven. Die persoon zou dan niet langer dakloos geweest zijn.

Anderzijds mag men hopen dat deze mensen, dank zij de contacten, de begeleiding en de hulp die zij voortaan regelmatig van maatschappelijk werkers zullen ontvangen, ervoor zullen kiezen een ander leven te gaan leiden. Sommigen zullen daardoor althans een eerste stap naar hun ontvoogding gezet hebben. Het zal een eerste stap zijn tegen de marginalisatie en naar een integratie in onze samenleving, die er sterker zal uitkomen.

Men kan dus besluiten dat deze samenwerking zowel de menselijke waardigheid als de mensenrechten zal bevorderen, in plaats van te vervallen in een middeleeuwse repressie zoals de wet op de landloperij dat deed.

Het vermelden waard is dat de stad Namen een regeling heeft uitgewerkt die aansluit bij de geest van het onderhavige wetsvoorstel. Eén van de prioriteiten

(1) Artikel 3 van het EVRM bepaalt dat « *Niemand mag worden onderworpen aan folteringen of aan onmenselijke of vernederende behandelingen of bestraffingen* ».

(2) C.T. Bruxelles, 8 juni 2000, *J. dr. jeun.*, 2000, liv. 197, p. 44. In dezelfde zin : T.T. Bruxelles, 22 januari 2002, *Rev. dr. étr.*, 2002, liv. 117, p. 106; T.T. Bruxelles, 24 december 2001, *J. dr. Jeun.*, liv. 212, blz. 39.

(3) La Libre Belgique, « *La nuit la plus froide. Surtout sans abri* », 28 februari 2005.

de la police locale de cette ville comprenait, pour les années 2003 et 2004, la mendicité parmi ses priorités avec une attention particulière portée sur la traite des êtres humains. À cette époque, l'agressivité de certaines personnes pratiquant la mendicité perturbait la tranquillité des passants et commerçants de la ville. Dans le cadre des contrôles qu'elle réalisait dans les endroits fréquentés par les mendiants, tels que les marchés et les portes de grandes surfaces, la police locale s'est trouvée confrontée à des personnes se trouvant illégalement sur le territoire de la Belgique et prenait, dès lors, les mesures adéquates qui s'imposaient. Cependant, elle rencontrait également des personnes ayant besoin de l'aide des services sociaux. En accord avec l'échevin des Affaires sociales de la ville, elle passait alors la main au service des affaires sociales, au CPAS de la ville, aux abris de nuit.

Les résultats furent concluants. La sérénité a regagné la ville. Cette ligne de force n'a plus dû être réinscrite dans les priorités du plan zonal de 2005.

La présente proposition de loi systématise et légalise en quelque sorte cette approche dont les résultats sont concluants.

Bien que ce ne soit pas le but de la proposition de loi, l'exemple de Namur prouve qu'elle contribuera également à mettre fin à certaines filières de trafics humains qui amènent des personnes en Belgique dans le but de les obliger à mendier dans les grandes villes.

Par ailleurs, complémentirement à cette mesure, la proposition de loi prévoit également, pour que ces démunis connaissent toutes les associations où ils peuvent trouver chaleur, ressources, aide, que les services de police leur donneront au cours de leur rencontre la liste des services d'aide sociale en fonction sur le territoire de la ville.

Pour assurer l'effectivité de cette proposition de loi, son auteur dépose concomitamment une proposition de décret modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale telle qu'elle est applicable en Communauté française.

Actuellement, l'article 28, § 1<sup>er</sup>, de cette loi permet au président d'un CPAS à la porte duquel un sans abri demande l'aide sociale de la lui accorder à charge pour lui de faire avaliser sa décision par la suite par le conseil.

Concrètement, le travailleur social qui reçoit le sans abri ouvre un dossier à son nom et détermine avec lui quelle est l'aide dont il a besoin : aide financière, alimentaire, chauffage, etc. Le président, averti sans délai, donne sa décision.

in het zoneplan voor de veiligheid van de lokale politie van die stad was in de jaren 2003 en 2004 de bedelarij, met een bijzondere aandacht voor de mensenhandel. In die periode wekte de agressiviteit van sommige bedelaars onrust bij voorbijgangers en handelaars in de stad. Bij controles op plaatsen waar de bedelaars actief waren, zoals markten en de poorten van supermarkten, trof de lokale politie personen aan die illegaal in België verbleven, en nam dan ook de nodige maatregelen. De politie trof echter ook mensen aan die nood hadden aan sociale bijstand. Met instemming van de schepen van sociale zaken van de stad werden zij dan doorverwezen naar de dienst sociale zaken, het OCMW van de stad of de nachtverblijven.

De resultaten waren bevredigend. De rust is in de stad teruggekeerd. Die prioriteit moest niet meer ingeschreven worden in het zoneplan van 2005.

Dit wetsvoorstel wil een dergelijke aanpak, die resultaten oplevert, systematisch maken en wettelijk regelen.

Hoewel dat niet de bedoeling is van het wetsvoorstel, toont het voorbeeld van Namen ook aan dat dergelijke maatregelen kunnen helpen om een einde te maken aan sommige circuits van mensensmokkel, waarbij personen naar België gehaald worden om hen te verplichten in de grote steden te bedelen.

Als aanvulling op deze maatregel bepaalt het wetsvoorstel bovendien dat de politiediensten aan deze behoeftigen tijdens hun ontmoeting de lijst overhandigt van de sociale hulpdiensten in de stad, zodat zij kennis kunnen nemen van alle verenigingen waar zij warmte, bestaansmiddelen, en hulp kunnen vinden.

Om het wetsvoorstel doelmatiger te maken, dient de indienster een daarbij aansluitend voorstel van decreet in tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn zoals die van toepassing is in de Franse Gemeenschap.

Momenteel staat artikel 28, § 1, van deze wet toe dat de voorzitter van een OCMW een dakloze persoon die hem daarom vraagt, de maatschappelijke dienstverlening toekent, mits hij zijn beslissing op de eerstvolgende vergadering ter bekrachtiging aan de raad voorlegt.

Concreet opent de maatschappelijk werker die de dakloze ontvangt een dossier op zijn naam en stelt hij met hem vast welk soort hulp hij nodig heeft : financiële hulp, voedsel, verwarming, enz. De voorzitter, die onverwijld op de hoogte wordt gebracht, neemt dan een beslissing.

La proposition de décret met en place le même mécanisme rapide et efficace pour assurer que l'aide urgente soit accordée aux mendiants, vagabonds et drogués conduits aux CPAS par les services de police sur base du nouvel article 17bis de la loi sur la fonction de police ainsi que les toxicomanes faisant l'objet d'une arrestation administrative sur base des nouveaux alinéas 3 et 4 de l'article 31 de la même loi.

Un dossier sera également ouvert au nom de ces personnes, ce qui permettra au CPAS de leur accorder toute aide urgente dont ils ont besoin, et, dans un deuxième temps, tenter, avec eux, de les réinsérer.

Christine DEFRAIGNE.  
Marie-Hélène CROMBÉ-BERTON.  
Jean-Marie DEDECKER.

\*  
\* \*

## PROPOSITION DE LOI

---

### Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

### Art. 2

Un article 17bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police :

«Art. 17bis. — Les services de police s'assurent que les personnes se livrant à la mendicité, se trouvant dans un état de vagabondage ou sous l'influence manifeste d'une drogue sur la voie publique sont en rapport avec un Centre public d'action sociale. À cet effet, ils les y conduisent pour qu'un dossier soit ouvert à leur nom afin de faire valoir leurs droits à l'aide sociale.

Ils leur procurent également la liste des services d'aide sociale en fonction sur le territoire de la ville dans laquelle ils se trouvent.»

Het voorstel van decreet stelt hetzelfde snelle en efficiënte mechanisme in om ervoor te zorgen dat de dringende hulp toegekend wordt aan de bedelaars, landlopers en drugsgebruikers die de politiediensten naar de OCMW's brengen op grond van het nieuwe artikel 17bis van de wet op het politieambt, alsook aan de drugsgebruikers die administratief zijn aangehouden op grond van de nieuwe leden 3 en 4 van artikel 31 van dezelfde wet.

Er wordt ook een dossier geopend op naam van deze personen, waardoor de OCMW's hen de hulp die zij nodig hebben kunnen verstrekken, en vervolgens trachten hen met hun medewerking opnieuw in de maatschappij op te nemen.

\*  
\* \*

## WETSVOORSTEL

---

### Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

### Art. 2

In de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt wordt een artikel 17bis ingevoegd, luidende :

«Art. 17bis. — De politiediensten zorgen ervoor dat personen die op de openbare weg bedelen, in een staat van landloperij verkeren of klaarblijkelijk onder invloed van drugs staan, in contact komen met een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. Te dien einde brengen zij hen er naartoe opdat een dossier op hun naam geopend wordt en zij hun recht op maatschappelijke hulp kunnen laten gelden.

Zij bezorgen hen ook de lijst van de diensten van maatschappelijke hulpverlening die actief zijn op het grondgebied van de stad waar zij zich bevinden.»

## Art. 3

Dans l'article 31 de la même loi, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

«Les fonctionnaires de police peuvent également procéder à l'arrestation administrative de toute personne trouvée sous l'emprise d'une drogue et occasionnant du désordre, du scandale ou du danger pour autrui ou pour elle-même dans un lieu public.

Elle est conduite sans délai dans un centre hospitalier afin de déterminer si son état ne nécessite pas de soins urgents. En tout état de cause, les fonctionnaires de police se mettent sans délai en rapport avec le Centre public d'action sociale afin que celui-ci prenne toute mesure utile à l'égard de l'intéressé.»

31 mars 2005.

Christine DEFRAIGNE,  
Marie-Hélène CROMBÉ-BERTON.  
Jean-Marie DEDECKER.

## Art. 3

In artikel 31 van dezelfde wet worden tussen het eerste en het tweede lid de volgende leden ingevoegd :

«De politieambtenaren kunnen ook overgaan tot de administratieve aanhouding van een persoon die onder de invloed van drugs verkeert en op een openbare plaats wanorde, schandaal, of gevaar voor een ander of voor hemzelf veroorzaakt.

Die persoon wordt onverwijld naar een ziekenhuis gebracht om te bepalen of zijn toestand dringende verzorging vereist. In ieder geval nemen de politieambtenaren onverwijld contact op met een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn zodat het de nodige maatregelen ten opzichte van de betrokkene kan nemen.»

31 maart 2005.